

Budget—M. Saltsman

Si l'on examine quelques-uns des facteurs qui ont exercé une pression inflationniste par le passé, on en vient à conclure que l'indice des prix à la consommation commencera de tomber, surtout si le dollar canadien commence à remonter. Je ne pense pas que le gouvernement tienne à ce qu'il remonte trop rapidement, mais cela se fera et il y aura une baisse de l'indice des prix à la consommation bien à point, juste avant les élections.

Une autre mesure qui donnera une illusion statistique de bien-être est la série de modifications apportées à l'assurance-chômage. Celles-ci feront passer beaucoup de gens du marché du travail visible au marché du travail invisible, pour lequel il n'existe pas de statistiques. Même si le gouvernement ne s'engage pas à créer des emplois et qu'il avoue qu'il créera cette année 100,000 emplois de moins que l'an passé, les statistiques sur le chômage enregistreront peut-être une baisse. Je le répète, il s'agit d'une illusion statistique qui se manifestera, juste à temps, à la veille des élections. Le gouvernement l'avoue lui-même, ses mesures auront moins d'effet sur l'emploi que l'an dernier. Le chômage baissera, non pas parce que les emplois seront plus nombreux, mais parce qu'un grand nombre de personnes auront été rayées de la population active à la suite des modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage.

Malgré les efforts du gouvernement, le taux de change commencera à grimper. Cela aussi contribuera à donner l'illusion que les choses s'améliorent. Aujourd'hui, le gouvernement s'évertue à nous convaincre que chaque baisse du taux de change est très avantageuse pour l'économie. Mais aussitôt que le taux de change commencera à monter, je ne doute pas que le gouvernement trouve un argument parfait qui montre que cela est beaucoup mieux pour l'économie. A mon sens, une multitude des mesures budgétaires sont inefficaces et tout à fait inappropriées pour résoudre les problèmes qui nous assaillent. Et pourtant, ces mesures se transformeront en statistiques séduisantes au moment des élections.

Le grand public, les contribuables, les électeurs et les citoyens du Canada s'inquiètent des dépenses gouvernementales. Ils estiment que la modération devrait présider aux dépenses gouvernementales. Ces préoccupations sont légitimes. Une bonne partie de ce que le gouvernement a fait pour calmer leur inquiétude n'est ni plus ni moins qu'une œuvre de persuasion. Même si mes amis qui siègent à ma droite ont exprimé des inquiétudes au sujet des dépenses publiques, ils s'engagent eux aussi dans le même genre d'exercice. En fait, l'un de mes amis du parti conservateur s'est dit inquiet de la décision du gouvernement d'élargir le rôle de Petro-Canada. Il craignait qu'ainsi le gouvernement mette son parti dans l'impossibilité de vendre cette société quand il prendra le pouvoir parce que la bourse sera trop perturbée. Ainsi, je conseillerais à mes amis qui sont tombés sur Petro-Canada à bras raccourcis de faire preuve de prudence et de circonspection. Peut-être finiront-ils par en être les gardiens. Qui sait, le député de York-Simcoe (M. Stevens) sera peut-être nommé président de la Société Petro-Canada. Il devra bien alors ravalier ses paroles, tout comme le premier ministre (M. Trudeau) a dû ravalier ses paroles un jour au sujet du parti libéral, tout comme tout le monde doit le faire de temps à autre.

[M. Saltsman.]

M. Fleming: Et les paroles que vous avez prononcées cet après-midi?

M. Saltsman: J'ai ajouté mon dernier propos parce que j'avais très peur que quelqu'un me remette sur le nez quelque chose que j'ai dit il y a 12 ans. Je tremblais à l'idée que quelqu'un puisse le sortir de sa manche et le jeter en pâture à la Chambre.

Le gouvernement a annoncé récemment qu'il allait réduire les services publics. Le premier ministre est apparu, une énorme hache au poing. Je suppose qu'il n'avait averti personne. Il est apparu soudainement tel Henri VIII, décapitant les femmes et criant: «A bas les têtes! A bas les têtes!» En attendant, les têtes ne tombent pas vite et c'est très bien ainsi. A la fin de tout cet exercice bien peu de choses ont changé.

● (1452)

Pourtant ce ne sont ni les éléments ni les motifs qui manquent pour passer au crible le secteur public. Tous tant que nous sommes avons en réserve un petit lot de scandales dont le secteur public est le théâtre, tout au moins nous devrions tous en avoir, et certains d'entre nous en ont aussi qui concernent le secteur privé. Ce genre de choses ne peut se régler que par des décisions quotidiennes rationnelles destinées à accroître le rendement du secteur public. C'est un des aspects du problème.

Si l'on se demande pourquoi la bureaucratie est ce qu'elle est et pourquoi on s'intéresse moins au secteur public qu'on ne le devrait, c'est que les gouvernements, les gouvernements fédéraux en tout cas, ont semblé le voir d'un très mauvais oeil. On a parfois l'impression qu'ils ne souhaitent pas que la Fonction publique soit efficace. Tout comme mon collègue le député de York-Simcoe au lieu d'utiliser leurs capacités pour chercher à faire de Petro-Canada une entreprise la plus rentable possible pour les Canadiens, les députés se donnent beaucoup de mal à essayer de la détruire. Comme ce député, d'autres de ses collègues ne souhaitent pas que Petro-Canada soit une entreprise utile car ce serait aller à l'encontre d'une croyance fort répandue parmi les députés conservateurs. Je dis fort répandue car il y a des exceptions. Au temps de ses beaux jours, le parti conservateur a été l'instigateur d'un grand nombre d'entreprises utiles.

La grande question qui se pose pour l'avenir ce n'est pas de savoir si l'État devrait intervenir davantage. Je doute que ce soit possible, dans le monde où nous vivons et compte tenu de l'avenir que nous prévoyons, que le gouvernement intervienne de moins en moins dans l'économie. Aucun gouvernement ne saurait s'y soustraire. Au contraire, il faudra que l'État s'intéresse de plus en plus à la gestion de l'économie. Ce qui compte ce n'est pas l'étendue de l'intervention gouvernementale dans l'économie, mais la façon dont les hommes publics s'assurent que le secteur public remplit son rôle d'une façon utile et humaine.

Parce qu'il est, selon nous, nécessaire de procéder à des investissements publics et que nous souhaitons une intervention accrue dans le secteur public, je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles)...